



TRACT AUX CHEMINOTS

Montreuil, le 09 septembre 2020

**JOURNÉE DE MOBILISATION INTERPROFESSIONNELLE
DU 17 SEPTEMBRE 2020**

LA CASSE, UNE HABITUDE !

Contrairement aux éléments de langage qui circulent depuis plusieurs semaines dans la presse, le plan annoncé par le Gouvernement vise exclusivement à relancer la machine à profit.

Pour le patronat en général, c'est une aubaine pour pousser la régression sociale. La direction SNCF n'est pas en reste.

La rentrée sociale revêt un caractère totalement inédit. Aux conséquences sanitaires de l'épidémie, aux effets de la crise économique sur l'emploi, s'ajoutent une succession de mesures de régression sociale mises en œuvre par le Gouvernement dans l'intérêt du patronat et des plus riches.

La pandémie a brutalement accéléré une crise qui était annoncée. La situation impose de changer radicalement de politique.

Le 07 septembre dernier, le ministre des Transports a dit : « *Dans un moment compliqué pour la France, singulièrement compliqué pour tous les transports publics [...], j'aurais espéré qu'il y ait une forme de paix sociale souhaitable pour tous* ».

Si la séquence que nous vivons a mis en exergue les choix politiques désastreux en matière de santé, c'est bien l'ensemble des services publics et toutes les productions qui sont affaiblis, que ce soit en termes de développement, de qualité de production ou de capacité à répondre aux besoins.

Dans un contexte d'abaissement des conditions sociales, de vie et de travail des salariés, de hausse de la précarité, de casse généralisée des services publics dont le ferroviaire, les organisations syndicales qui luttent devraient s'incliner devant l'enfumage gouvernemental et les stratégies patronales d'accompagnement de la casse !

Le ministre des Transports a aussi dit : « *Lorsqu'on est dans une crise profonde [...], tout le monde doit s'y mettre. Ça veut dire parfois requestionner des matrices idéologiques ou des préconceptions politiques qui aujourd'hui n'ont pas lieu d'être* ».

Tout le monde s'y met ?

Cumulés aux différentes exonérations patronales (ex : 40 milliards de CICE versés l'année dernière), qui depuis leur mise en place n'ont pas créé d'emplois, la distribution de cadeaux se poursuit, les dividendes versés aux actionnaires débordent de façon éhontée. Il faudrait répartir les richesses autrement.

À la SNCF, les différentes réformes du ferroviaire, particulièrement celles de 2014 et 2018, appliquées avec zèle par les directions d'entreprise successives, fondées sur le dogme libéral de casse de l'entreprise publique SNCF au profit du marché, sont des préconceptions politiques et idéologiques qui n'ont aucune finalité de développement du service public ferroviaire et d'amélioration des conditions de vie et de travail des cheminots.



Faut-il le rappeler ?

- Purge de l'emploi à Statut année après année ;
- Suppression des embauches au Statut depuis le 1^{er} janvier 2020 ;
- Création de quatre SA et d'une SAS (FRET) qui fragilise le système ferroviaire ;
- Gel des salaires depuis six années consécutives ;
- Ouverture à la concurrence du transport par fer de voyageurs ;
- Accélération du déclin de FRET SNCF.

Pour la leçon sur la « matrice idéologique », merci de repasser !

Enfin, le même ministre des Transports a dit : *« Nous étudions avec la SNCF les actifs financiers qui pourraient être cédés, mais aussi les gains de productivité qui pourraient être réalisés », en citant "la modernisation de l'outil industriel par exemple". "Il faut que le groupe SNCF tienne ses objectifs d'équilibre financier à l'horizon 2024, fixés par la loi de réforme ferroviaire de 2018 ».*

Il est clair que le Gouvernement et la direction de la SNCF n'imaginent pas un instant revoir leur stratégie.

- Le niveau d'emploi prévu en 2020 au sein du GPU ne sera pas respecté. Cela s'ajoutera aux démissions, ruptures conventionnelles et réorganisations qui se multiplient depuis la fin juin avec bon nombre de suppressions d'emplois mettant à mal l'organisation de la production.
- Par leurs décisions, Gouvernement et direction enlèvent toutes perspectives de développement de FRET SNCF au moment même où Gouvernement et décideurs affichent, à grand renfort de communication, la nécessité du transport de marchandises par le ferroviaire.
- Sur les salaires, au nom de la solidarité, de la relance de l'économie et de l'équilibre des comptes, la direction voudrait nous imposer une sixième année de gel.
- Concernant l'avenir du Réseau Ferré National, notamment au travers des « petites lignes », force est de constater que leur avenir n'est en rien garanti faute de financement via les CPER. Tout cela semble plutôt destiné à organiser le dépeçage du réseau par un transfert aux régions.

La CGT revendique :

- Le recrutement nécessaire pour assurer la production, un plan pluriannuel de réinternalisations d'emplois dans tous les métiers et filières, la régularisation des CDD/ Intérimaires en CDI ainsi que la ré-humanisation des gares et des trains ;
- La tenue sans délai de négociations salariales au niveau du GPU se traduisant par des augmentations générales des salaires, et une revalorisation des primes de travail ;
- Un véritable plan de relance de FRET SNCF, avec les investissements nécessaires dans les infrastructures, la relance des relations et dessertes TET de jour comme de nuit ;
- Le maintien et le développement des lignes dites de desserte fine, sous maîtrise publique par la SNCF ;
- La réouverture immédiate des négociations de branche sur les classifications et rémunération et refus de toute déclinaison unilatérale de la Direction SNCF en l'absence d'accord, l'extension du régime spécial à l'ensemble des cheminots de la Branche.

Le 17 septembre prochain, par la grève et les manifestations en territoire, nous réaffirmerons que le développement du service public ferroviaire doit s'appuyer sur la mutualisation nécessaire des moyens et des personnels afin d'organiser efficacement la production.